# L’évaluation du risque d’abandon de terres en Europe

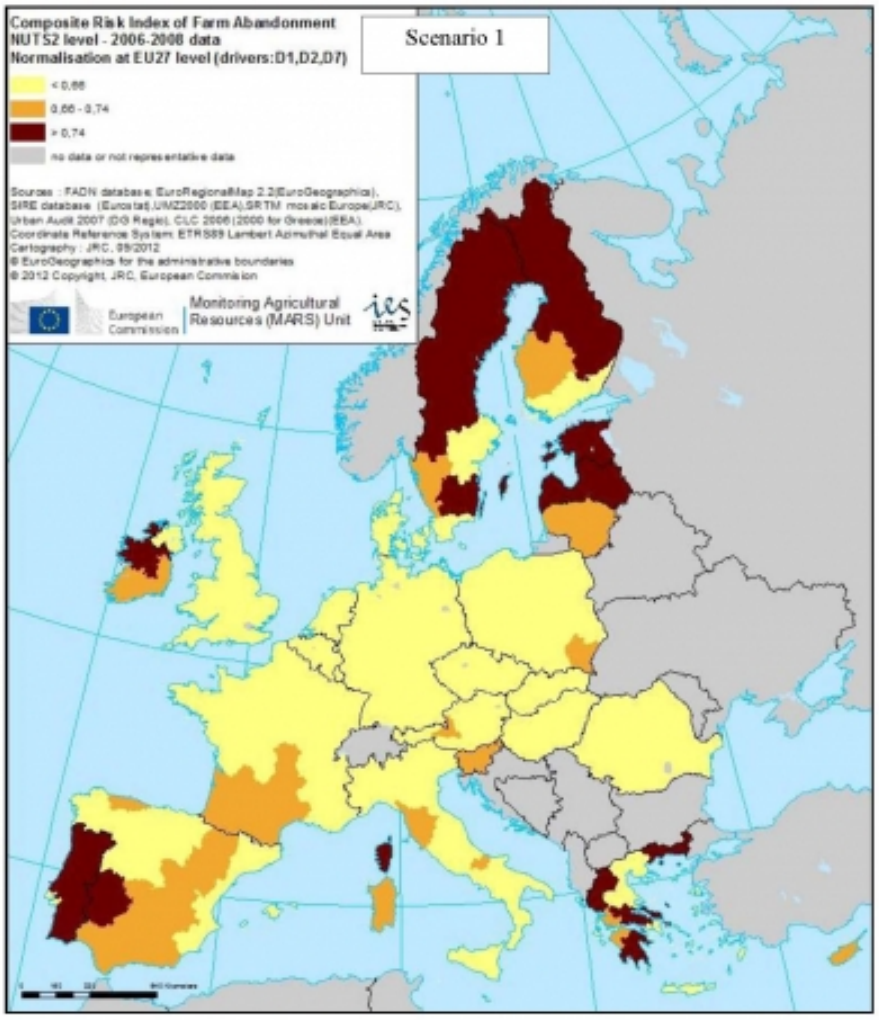
3 juin 2013

Le Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne a mené une **évaluation du risque d’abandon de terres agricoles dans l’UE des 27**, l’objectif étant de produire un **indicateur de risque**. Sept principaux facteurs d’abandon de terres ont été identifiés : le faible revenu agricole, le manque d’investissements sur l’exploitation, l’âge avancé et le faible niveau de qualification du chef d’exploitation, la taille réduite des structures, la faiblesse du marché foncier, la faible densité de population.

Dans la plupart des cas, c’est une **combinaison de différents facteurs** qui conduit à l’abandon des terres agricoles.

Une **cartographie du risque** a été établie (en fonction de trois scénarios), les régions les plus exposées au risque d’abandon de terres (quelque que soit le scénario) sont : le Portugal, la région de l’Estrémadure en Espagne, la Macédoine, la zone du Péloponnèse en Grèce, la Lettonie, l’Estonie, le nord de la Suède et la région du Connacht en Irlande.

Figure 23: Composite indicator of the risk of farmland abandonment based on drivers D1, D2, D7, normalised at EU27 level. Quintile 0-80% (yellow), 80% - 90% (light brown) and 90% - 100% (dark brown).




Sur un plan méthodologique, cette étude montre qu’il est difficile de concevoir une méthode unique pour une évaluation européenne, englobant tous les facteurs et les causes

possibles de désertification rurale. Les principales difficultés sont liées à la résolution des données et à leur disponibilité. L'abandon de terres agricoles est un phénomène local spécifique, nécessitant la disponibilité de données locales pour estimer le risque. Lorsque le cadre de l'évaluation est le niveau européen, le manque d'accès à des données locales est clairement un problème. L'hétérogénéité des données est l'une des sources d »imprécision dans le processus d'agrégation pour construire des indices d'abandon de terres, comparables et homogènes à l'échelle européenne.

Par ailleurs, un rapport du Centre d'étude des politiques européennes (CEPS) montre, à l'inverse, que des revenus élevés en agriculture peuvent être une cause indirecte de la diminution du nombre d'agriculteurs : « une augmentation des revenus agricoles permet aux enfants d'agriculteurs l'accès à une meilleure instruction, les enfants les plus instruits sont moins enclins à devenir agriculteurs ». Le rapport souligne le déclin de l'emploi agricole dans les pays développés et en développement, l'Espagne et la Turquie en sont des exemples frappants, la Chine et l'Inde semblant suivre la même tendance.

Céline Fabre, Centre d'études et de prospective

Sources : CEPS, CCR